

Récit noté par
Françoise Carle

le

5 mai 1994

Dominique Pin

(entretien avec Françoise Carle)

Non relu par D. Pin

La situation au Rwanda :

Le Rwanda était un petit Etat où on vivait à peu près bien, qui se gouvernait bien. Depuis 1973 le président était Habyarimana, Hutu du Nord, et il tenait un régime "fort", mais qui n'avait rien à voir avec de la corruption.

Le Rwanda s'est trouvé confronté à un double problème :

1. l'ouverture démocratique nécessaire, avec l'émergence d'une opposition intérieure développée par les Hutus du Sud ;

2. Surtout : le retour de force des réfugiés Tutsis partis en Ouganda en 1959, lorsque les Belges, appuyés sur la majorité hutu, ont essayé de déclencher une prise de pouvoir par les hutus. Les Tutsis se sont alors réfugiés en Ouganda (où on en a fait des militaires, des mercenaires, dit Bruno Delaye). Ils ont cherché à en revenir dans les années 70, mais le Rwanda est un pays très peuplé. Ils n'ont pas eu alors d'autre choix que de s'engager auprès de Museweni, et de l'aider à prendre le pouvoir.

Puis il y a eu en Ouganda une réaction contre le fait que les Rwandais prenaient une place importante dans l'armée, la haute administration. Museweni a renvoyé l'ascenseur en 1990, lorsque le FPR est entré par force au Rwanda. Ils sont arrivés armés, ont continué d'avoir des relations avec l'Ouganda, et ont engagé une guerre face à l'armée rwandaise pas très organisée.

Nous avons aidé l'armée rwandaise, sous couvert d'envoi de troupes pour protéger les ressortissants français.

Le FPR est arrivé à 5 km seulement de Kigali, en poussant devant lui un million de personnes réfugiées. Il pouvait l'emporter. Mais il a craint les

Français. Donc, nous avons réussi à geler la situation, pas pour sauver Habyarimana - qui n'a rien d'un féroce dictateur, il était plutôt un type sympathique, simple - mais pour qu'il puisse commencer à ouvrir son régime.

Nous disions : il n'y a pas de solution militaire, il faut négocier. Nous ne pouvons pas accepter qu'une opposition, armée par un pays voisin, revienne prendre le pouvoir par la force : sinon, on fout en l'air toute l'Afrique !

Museweni, de son côté, se débarrassait de ses réfugiés anglophones.

Il y a eu des négociations à Arusha, en Tanzanie, pour construire la transition démocratique. Là, quelques Hutus partisans de l'opposition à Habyarimana ont semé le trouble : ils ont pensé venir dans les valises du FPR, mais étant majoritaires par rapport à celui-ci, lors des élections ils pourraient mettre le FPR de côté. L'opposition hutu sentait que Habyarimana était déstabilisé, et voulait une revanche des hutus du Sud contre les hutus du Nord. Le pouvoir paraissait à prendre, et elle espérait le prendre à terme. Ce qu'elle oubliait, c'était que le FPR c'était 20 000 hommes en armes, qui voulaient bien d'un gouvernement-croupion, mais pas plus.

Les accords d'Arusha ont été signés, le gouvernement de transition a été mis en place. Chaque parti avait un quota de ministres et de députés au gouvernement, au Parlement, et Habyarimana était reconduit comme Président. Il y avait aussi, prévus dans les accords d'Arusha, des quotas dans l'armée, inacceptables mais qui ont été acceptés : 40 % des postes militaires pour le FPR...

De plus le FPR exigeait, pour sa protection, de ne participer à la transition que s'il conservait un bataillon de 600 hommes pour sa sécurité et à condition que les forces françaises s'en aillent.

Nous avons essayé de convaincre les Nations Unies de ce que la crise venait de l'extérieur, pas de l'intérieur, et qu'une force devait être déployée, l'une à l'intérieur du pays, l'autre à la frontière avec l'Ouganda. Nous avons obtenu un déploiement d'observateurs à la

frontière, et 2500 hommes de la MINUAR, dont beaucoup de Belges. Il a fallu plus d'un an pour cela : les Etats-Unis y étaient opposés pour des raisons financières, les Russes ne voulaient pas, la Grande Bretagne n'y était pas favorable... Mais enfin on a pu l'imposer.

Pendant ce temps le blocage politique s'accroissait, et le pouvoir du Président était contesté. A Arusha, le FPR a refusé qu'on parle des problèmes de justice, d'amnistie. Une procédure de destitution du Président a été mise en place ; elle pouvait être contrée si Habyarimana avait une minorité de blocage, à la fois au Parlement et au gouvernement.

Nous disions : il faut jouer la démocratie, vous avez votre place dans le pays. Ils refusaient. Dans le processus de désignation des représentants de chaque partis, chacun travaillait les siens. Le FPR disait : Habyarimana bloque tout. Habyarimana répondait : non, mais je ne veux pas que le FPR ait tout.

Dans la dernière période, Habyarimana semblait l'emporter : le FPR avait trop d'exigences. Il avait obtenu un accord en février, qui lui donnait une minorité de blocage. Mais le FPR a refusé, il y a eu blocage à nouveau. Une réunion a eu lieu en Tanzanie pour essayer de débloquer. C'est au retour qu'a eu lieu l'attentat.

L'entourage du Président aurait accusé les Belges. On ne sait pas, mais cela a déclenché ce qu'on redoutait.

J'ai immédiatement dit : il va y avoir des massacres des hutus modérés. L'opposition participait au gouvernement, le Premier ministre était issu de l'opposition modérée, assez sympathisante du FPR et qui essayait d'arriver dans ses valises. Les Hutus du Nord, partisans du président assassiné, ont fait la peau des hutus modérés puis se sont retournés contre les tutsis.

Au FPR tout était prêt. Une offensive a été lancée pour faire la jonction entre les 600 hommes dans la capitale, et les forces à l'extérieur.

Alors il y a eu des massacres effroyables. On ne peut même pas dire que c'était bestial : les animaux ne font pas ça. On a vu un exode sans précédent vers les pays voisins. L'Est du pays est plus ou moins contrôlé par le FPR. Il y a entre 300 000 et 600 000 personnes qui ont fui le FPR.

Nous nous sommes tenus prêts à intervenir rapidement pour sauver nos ressortissants, on en a sauvé beaucoup d'autres aussi. Cela était prévu en deux étapes : d'abord l'envoi de militaires, pour établir une plateforme de sécurité sur l'aéroport, puis peut-être pouvait-on essayer de calmer les choses.

On a négocié cela avec l'armée rwandaise, et cela s'est bien passé. Mais les Belges ont lancé l'évacuation tout de suite, les Etats-Unis ont évacué les leurs par la route. Nous étions sur place, nous pouvions faire quelque chose ; Roussin, ministre de la coopération, est intervenu pour dire : nous sommes là pour les Français seuls. C'est à dire : on emmène nos ~~ressortissants~~ et on se tire.

Les Belges étaient partis pour le Rwanda avec plusieurs avions, mais les rwandais ne voulaient pas les laisser atterrir, les jugeant complices de la mort du président. Le contingent belge a été nul dans cette affaire, ils se sont laissés désarmer par la garde présidentielle, puis massacrer.

Donc on évacue ; ensuite l'ONU décide qu'il doit y avoir un retrait total des forces de l'ONU, en ne laissant qu'un maintien symbolique : ils passent de 2500 hommes à 270 hommes.

On en est là. Le monde entier assiste au massacre, avec de bonnes paroles. Les Etats-Unis pressés par CNN décident de dire : il faut aider les Africains à se financer leur propre force.

Or, nous ne réussirons pas plus cela qu'on ne l'a réussi au Libéria. Mais ainsi les Etats-Unis calent leur opinion, elle est en phase : pas un GI ne sera envoyé, on fait de l'aide humanitaire et on décide un embargo sur les armes. Mais les armes sont surtout des machettes, et les Ougandais ne sont pas contrôlables. Le FPR ne pourra pas gouverner; sauf par une dictature militaire avec des collaborateurs hutus. Cela ne durera pas, il y

aura une longue guérilla. Les Etats-Unis calment leur opinion pour des raisons de politique intérieure.

Le gouvernement français a fait montre d'une apathie coupable. Le discours était : on se replie sur l'hexagone. Et ainsi, on donne l'impression de lâcher nos amis. Si les Français et les Belges étaient restés un mois de plus sur place, on n'aurait pas eu les massacres.

Nous passons notre temps à bousculer le gouvernement et à chercher à obtenir de l'aide humanitaire. On a réussi à renvoyer notre ambassadeur à Kigali (il était rentré en France) pour une mission d'information.

Il faudrait agir à la fois sur Museweni et sur Mobutu. Des négociations peuvent intervenir, et on passe notre temps à nous cacher derrière le multilatéralisme, l'action multinationale. Une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies ne va pas arrêter les coupe-coupe.

Si on a pu évacuer rapidement Kigali, c'est parce que François Mitterrand avait demandé, à Joxe, qu'on soit prêts à cela. On est obligés de tenir compte de la position du gouvernement, nous sommes en situation de cohabitation. Je suis convaincu personnellement que s'il n'y avait pas eu la cohabitation, on aurait agi autrement et évité les massacres.